



ACTUALITES ECONOMIQUES ET FINANCIERES DU PORTUGAL

Veille n° 27 – 19 mars 2019

Indicateurs macroéconomiques

Indicateurs macroéconomiques	2017	2018	Prévisions 2019 (Budget)
Croissance PIB (%)	2,8	2,1 (Provisoire)	2,2
Déficit public (% du PIB)	- 3,0*	- 0,7 (Prev. Budget)	- 0,2
Solde primaire (% du PIB)	3,0	2,7 (Prev. Budget)	3,1
Dette (% du PIB)	124,8	121,2 (Prev. Budget)	118,5
Taux de chômage (% PA)	8,9	7** (Provisoire)	6,3
Indice harmonisé des prix à la consommation (%)	1,4	1,3 (Prev. Budget)	1,3

Indicateurs du commerce extérieur	2018
Exportations de biens (Md€, INE)	57,9 (+ 5,3 % en g.a.***)
Importations de biens (Md€, INE)	75,1 (+ 8 % en g.a.)
	2018
Exportations de services (Md€, Banco de Portugal)	32,2 (+ 6,5% en g.a.)
Importations de services (Md€, Banco de Portugal)	15,5 (+ 6 % en g.a.)

* Hors recapitalisation de la banque publique Caixa Geral de Depósitos, le déficit public a été de 0,92 % du PIB.

** Le taux de chômage était de 6,7 % en décembre 2018 selon l'INE.

*** En glissement annuel.

Situation macroéconomique

- Standard & Poor's relève la note souveraine du Portugal

L'agence de notation a relevé la note de la dette souveraine portugaise, désormais classée dans la catégorie BBB avec une perspective stable, contre BBB- auparavant. Dans son communiqué, S&P dit s'attendre à un rythme de croissance, compris entre 1,5 % et 1,7 % entre 2019 et 2021. Malgré le ralentissement de la croissance, l'agence souligne l'amélioration du ratio d'endettement du pays, l'importance de son excédent budgétaire primaire (environ 3 % du PIB) et la crédibilité des prévisions du gouvernement consistant à dégager un excédent budgétaire à compter de 2020. Le communiqué souligne cependant la fragilité des banques portugaises, confrontées à une rentabilité insuffisante dans un contexte où la demande de crédit reste faible. L'agence alerte également sur le risque de dérapage budgétaire lié aux pressions croissantes sur les dépenses, en particulier sur la rémunération des fonctionnaires, en amont des élections. Le Ministre des Finances, Mário Centeno, a rappelé que le gouvernement avait économisé 1,27 Md€ en charge d'intérêts depuis la dernière révision de la note du Portugal en septembre 2017.

Calendrier des notations souveraines en 2019		
DBRS	5 avril	4 octobre
Fitch	24 mai	2 novembre
S&P	15 mars	13 septembre
Moody's	15 février	9 août

- **Les importations portugaises bondissent de 16,6 % en janvier avec l'acquisition d'avions**

Selon les données publiées par l'Institut National des Statistiques (INE), l'achat d'avions et de pièces aéronautiques, principalement en provenance d'Airbus et destinés à équiper la compagnie aérienne TAP, a largement contribué à l'augmentation des importations portugaises en janvier. Les importations de biens ont en effet augmenté de 16,6 % en glissement annuel, notamment en raison de la hausse de 36,2 % enregistrée dans la catégorie équipements de transport. Le rythme de progression des exportations a au contraire ralenti, à 4,1 %, en dépit du dynamisme des exportations d'automobiles (+ 33,5 %) favorisé par la hausse de la production de l'usine *Autoeuropa*. En conséquence de ces évolutions, le déficit de la balance commerciale s'est creusé à -1.996 Md€ en janvier 2019, soit 794 M€ de plus qu'en 2018 sur la même période.

- **Après 4 mois de ralentissement, l'inflation repart à la hausse en février**

Selon les estimations de l'INE, l'indice des prix à la consommation a progressé de 0,9 % en février, en nette accélération par rapport à janvier (+ 0,5 %). La hausse du coût des transports (+ 2,2 %) et l'évolution du prix des produits alimentaires (+ 1,3 %) sont les principaux facteurs d'explication avancés par l'INE qui note également que l'inflation a ralenti dans les secteurs de la santé, de la restauration et de l'hôtellerie. Concernant la hausse du prix des loyers, elle reste stable en février (+ 2,9 %) et est plus marquée à Lisbonne (+ 3,7 %) que dans le reste du pays.

Situation budgétaire

- **Les taux souverains portugais atteignent un nouveau point bas**

La demande pour les obligations portugaises continue de se renforcer et pousse les taux d'intérêt sous le seuil des 1,3 %, au plus bas depuis près de 25 ans. Le Portugal a ainsi placé 1,25 Md€ d'obligations à 7 et 10 ans aux enchères à un taux de 1,298 % pour les titres à 10 ans. Le pays bénéficie d'une conjonction de facteurs favorables avec, d'une part, les récentes annonces d'un prolongement de la politique monétaire expansionniste par le gouverneur de la BCE et, d'autre part, les anticipations d'un relèvement de la note souveraine du Portugal de la part de l'agence S&P (cf. supra). Le *spread* (écart de taux pour les obligations d'une maturité de 10 ans) avec les titres espagnols s'est réduit à près de 10 points de base.

- **Le Conseil des finances publiques acte le ralentissement de la croissance et alerte sur ses conséquences pour les objectifs budgétaires du gouvernement**

Le Conseil des Finances Publiques (CFP) a estimé que les objectifs budgétaires du gouvernement seraient plus difficiles à atteindre en raison de la dégradation du contexte économique et de l'impact négatif des futures injections de capitaux destinées à la banque *Novo Banco*. Le CFP a en effet revu à la baisse ses prévisions de croissance pour 2019 à 1,6 % et table désormais sur un déficit budgétaire de 0,3 % du PIB, contre 0,2 % selon

le gouvernement. Les prévisions pour 2019 incluent les 400 M€ prévus dans le budget pour recapitaliser *Novo Banco*, mais le CFP souligne que, si le gouvernement était contraint d'alimenter à nouveau le fonds de résolution, le déficit public pourrait se creuser et atteindre jusqu'à 0,7 % en 2019. Les estimations du CFP concernant le déficit public pour 2018 restent inchangées à 0,5 % du PIB.

Situation des établissements bancaires

- La situation de Novo Banco divise les responsables politiques portugais

Le Président de la République, Marcelo Rebelo de Sousa, estime que la recapitalisation de *Novo Banco* sera en partie supportée par les contribuables portugais : « directement à travers les fonds tirés de la banque publique *Caixa Geral de Depósitos* et indirectement *via* les financements [du fond de résolution] qui alourdiront la dette publique portugaise ». Le Président portugais souhaite la réalisation d'un audit portant sur la période postérieure à la résolution de la *Banco Espírito Santo* (BES), ce que le Premier Ministre a catégoriquement exclu au motif qu'il n'incombait pas au gouvernement de superviser les actions de la Banque du Portugal, défendant néanmoins la constitution d'une commission d'enquête parlementaire. Le gouvernement souhaite réaliser un audit qui porterait uniquement sur la gestion de BES avant la résolution de 2014. Pour rappel, *Novo Banco* a annoncé qu'elle solliciterait une nouvelle injection de 1.149 M€ du Fond de Résolution en 2019. A la suite à cette annonce, le Ministre des Finances, Mário Centeno, avait déclaré que « le contribuable portugais ne paierait pas 1 centime pour cette injection ».

Sectoriel

- Le gouvernement veut développer la filière du lithium

Le gouvernement se prépare à lancer un appel d'offre en vue de la prospection, la recherche et l'exploitation du lithium sur 11 zones identifiées en 2019 avec pour objectif d'attirer de grands groupes internationaux du secteur. Le gouvernement a récemment souligné sa volonté de positionner le Portugal au centre de l'industrie des batteries automobiles en Europe et souhaite pour cela que le Portugal dispose d'une usine de transformation du lithium et ne se contente pas d'extraire et exporter le minerai brut.

- L'enseigne espagnole Mercadona va ouvrir ses premiers supermarchés au Portugal cet été

L'enseigne espagnole de grande distribution prévoit d'ouvrir son premier magasin dans le nord du pays le 2 juillet prochain, puis 9 autres en 2019. L'entreprise ambitionne de s'étendre ensuite dans le reste du pays et devrait y disposer de 150 à 200 supermarchés d'ici à 8 ans, dont 70 dans le nord du Portugal. Depuis que *Mercadona* s'est implanté au Portugal en 2016, avec l'inauguration de son siège à Porto, l'entreprise y a investi 160 M€, dont 60 M€ en 2018. Les effectifs portugais de *Mercadona* devraient passer de 300 à 1.000 employés d'ici la fin de l'année avec l'ouverture d'un centre d'innovation et d'une plateforme logistique.

- Le groupe EDP affiche un bénéfice en recul de 53 % en 2018 et annonce son plan de développement stratégique 2019-2022

Le groupe *Energias de Portugal* (EDP) affiche un bénéfice de 519 M€ pour 2018, en chute de 53 % par rapport à l'année précédente. EDP explique notamment la dégradation de ses résultats par une provision de 285 M€ enregistrée au troisième trimestre, après la décision du gouvernement d'exiger le remboursement d'un possible

trop-perçu dans le cadre du mécanisme CMEC¹. Sans cet élément exceptionnel, le bénéfice du groupe aurait progressé de 3 %, grâce notamment aux bons résultats obtenus dans le secteur des énergies renouvelables au Brésil. Le groupe a par ailleurs fait savoir qu'il avait l'intention de procéder à des cessions d'actifs jugés non stratégiques - notamment des centrales thermiques au Portugal et en Espagne - afin de financer la moitié de son plan de développement dans les énergies renouvelables, qui s'élève à 12 Md€ d'ici 2022. Le groupe ambitionne de porter à 90 % la part des énergies renouvelables dans sa production d'électricité à l'horizon 2030 (contre 66 % aujourd'hui). Pour mémoire, EDP est la cible d'une offre publique d'achat de la part de son principal actionnaire *China Three Gorges* (CTG) qui détient actuellement environ 23 % du capital. Cette opération, initiée en mai 2018, est pour le moment au point mort, tandis que CGT attend encore des autorisations des autorités américaines et européennes. Les Etats-Unis se montrent particulièrement hostiles au projet, l'ambassadeur américain au Portugal ayant récemment déclaré « *qu'en aucune circonstance, les chinois ne prendraient le contrôle des activités d'EDP aux Etats-Unis [...]* ».

- **Le coût moyen du logement a augmenté de 37 % pour la location et de 25 % à l'achat en 2018**

Selon les données du portail immobilier *Imovirtual*, le coût mensuel moyen de la location au Portugal a augmenté de 37 % en 2018 par rapport à l'année précédente et atteint 1.106 €. Le prix moyen des biens immobiliers à l'achat a pour sa part augmenté de 25 %, et atteint 247.090 €. Lisbonne est la région qui, au niveau national, affiche le prix moyen de l'immobilier le plus élevé en 2018, tant pour les locations (1.475,53 €) que pour les ventes (329.833,29 €). La hausse la plus prononcée a été enregistrée à Beja (+ 85 %), suivi de Lisbonne (+ 31 %) et de Madère (+ 30 %). *Imovirtual* souligne par ailleurs le dynamisme du marché qui s'illustre par une augmentation de 30 % des nouvelles annonces de ventes et de location de biens immobiliers, qui se sont élevées à 641.203 en 2018 contre 492.595 en 2017.

- **Le groupe chinois HNA a vendu ses parts de la compagnie aérienne TAP**

Le conglomérat a annoncé le 15 mars avoir cédé la totalité de ses participations dans TAP, soit 9 % du capital de la compagnie. Cette cession a représenté 55 M\$ (48,6 M€) dont 30 M\$ pour le fonds d'investissement américain *Global Aviation Ventures LLC*. et 25 M\$ restants pour le transporteur aérien brésilien *Azul*. L'Etat portugais, qui est l'actionnaire majoritaire de la compagnie aérienne, a assuré que le changement de la structure actionnariale de l'entreprise ne remettait pas en cause sa position. Le groupe chinois rencontre actuellement des difficultés financières qui l'ont poussé à annuler des contrats et à renoncer à des investissements. Pour rappel, il y a moins d'un mois, HNA avait porté sa part au capital d'*Atlantic Gateways* de 12 à 20 % tandis qu'elle rencontrait déjà des problèmes de liquidité.

Divers

- **Le gouvernement se réunit pour faire le point sur le « Plan de Contingence » pour le Brexit**

A la suite du rejet de l'accord par le parlement britannique le 12 mars, le Premier Ministre et les ministres des Affaires étrangères, des Finances, de l'Economie et de l'Administration se sont entretenus pour discuter du renforcement du « Plan de Contingence » visant à faire face à un *Brexit* sans accord. Les ministres ont rappelé les mesures prévues pour accompagner les ressortissants portugais au Royaume-Uni (création d'une « Ligne

¹ Custos de Manutenção do Equilíbrio Contratual, mécanisme de compensation imaginé en 2004 suite à la création du marché de l'énergie ibérique. Le gouvernement estime que le coefficient de disponibilité des centrales d'EDP a été sous-estimé et qu'en conséquence, l'entreprise aurait reçu une compensation induue. EDP conteste cette décision et a porté l'affaire en justice.

Brexit » destinée à accompagner par téléphone les citoyens dans leurs démarches, mise en place de 35 permanences consulaires au Royaume-Uni) et vice-versa, afin d'assurer une transition fluide. Pour limiter les perturbations économiques liées à la sortie du Royaume-Uni, qui représente le 2^{ème} excédent commercial du Portugal, des équipes de l'Agence pour la Compétitivité et l'Innovation (IAPMEI) ont été formées pour accompagner les entreprises portugaises et une ligne de crédit de 50 M€ a été prévue pour aider les PME affectées.

- **Le Portugal classé 2^{ème} au niveau européen pour la part des entreprises innovantes dans l'économie**

La dernière enquête d'Eurostat sur l'innovation dans les entreprises place le Portugal en 2^{ème} position sur les 28 pays de l'UE, juste derrière la Belgique ; 67 % des entreprises portugaises ont ainsi signalé des « activités d'innovation » entre 2014 et 2016 (contre 68 % en Belgique), une nette amélioration par rapport à la précédente enquête (2012-2014). La moyenne de l'UE s'élève à 51 %.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique de Lisbonne (adresser les demandes à lisbonne@dgtesor.gov.pt)

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Ambassade de France au Portugal – Service Économique

tresor.economie.gov.pt/pays/pt

Rua Santos-o-velho, 5,
1249-079 Lisbonne – Portugal

Rédigé par : Juliette MONTOCCHIO et Louis DIEVAL

Revu par : Stanislas GODEFROY

© DG TRESOR